

REVUE DES SCIENCES SOCIALES

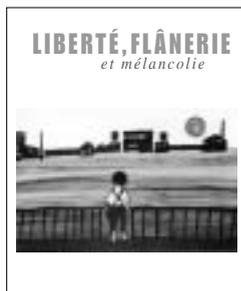
DE LA FRANCE DE L'EST



Urbanité et citoyenneté

Revue des sciences sociales

1998. n°25 *Urbanité et citoyenneté*



7
AVANT-PROPOS
PASCAL HINTERMEYER

10
PASCAL HINTERMEYER
Le sens de la cité

17
DAVID LE BRETON
La ville par corps, le flâneur urbain

23
LILYANE DEROCHE GURCEL
La ville mélancolique, temps rétracté et dépersonnalisation

28
KHALID KAJAJ
La ville comme lieu de liberté et d'épanouissement personnel

35
FRANCIS RIBEY
Pas de piéton pas de citoyen : marcher en ville, un manifeste de citoyenneté

44
LUC GWIAZDZINSKI
Strasbourg, retour sur les violences de la nuit du réveillon

55
NICOLETTA DIASIO
MARZIA KICHELMACHER
Le passage du sceptre : rapports entre générations et modèles de citoyenneté à Ravenne

61
DRISS AJBALI
La violence urbaine : mystique de l'expertise ou fétichisme du terrain

64
JACQUELINE IGRSHEIM
JUAN MATAS
Enquête sur la violence au collège, comprendre pour agir

75
MICHEL KOEBEL
Le conseil de jeunes : outil de revalorisation de la politique

81
JACQUES MEYZAUD
La ville et son envers

85
PAROLES DE JEUNES
Paroles urbaines

89
STÉPHANE JONAS
Mulhouse, une ville industrielle : vers de nouvelles formes de citoyenneté et d'urbanité

99
MARIE-NOËLE DENIS
Une ville à la campagne : sociabilité et urbanité dans la cité-jardin du Stockfeld

107
FRANCIS WEIDMANN
Ville et Santé : hygiénisme et contrôle social au XIX^e siècle

113
LAURENT BONNORD
L'Archipel Peugeot : mémoire et citoyenneté dans les quartiers sensibles

116
PIERRE ERNY
In memoriam. Eve Cerf-Horowicz 1933-1998

122
MYRIAM KLINGER
Saint-Pétersbourg, insolite et familière

125
LILYANE DEROCHE-GURCEL
Impressions de Saint Petersburg

126
ANNY BLOCH
Dimanche d'octobre à Montgomery, Alabama

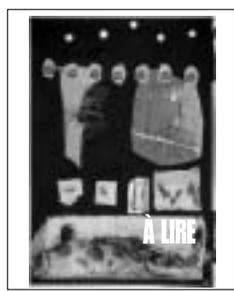
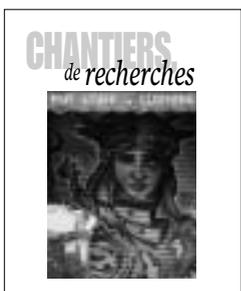
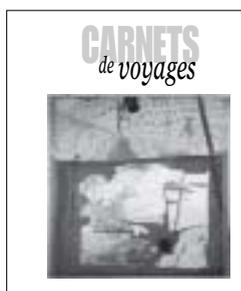
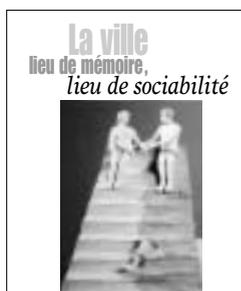
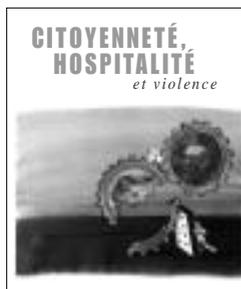
128
ANNY BLOCH
Dallas ou la modernité oblige

132
FREDDY RAPHAEL,
GENEVÈVE HERBERICH-MARX
Norbert Elias, expérience de l'exil et naissance d'une sociologie

139
SÉBASTIEN SCHEHR
Le réenchantement du monde ? Sociologie de la complexité et théories du chaos

145
KARINE CHALAND
La question de la famille et de l'individu chez Platon et Aristote

151
ROLAND PFEFFERKORN
Moselle germanophone, contradictions linguistiques...



Prix : 140 FF, abonnement 120 FF

Service des périodiques
Université des Sciences Humaines
22 rue Descartes
67084 Srasbourg
Contact : Yvette Cunin, tél : 03 88 41 73 17
ISSN 0336 - 1578

Sommaire

Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est



7
AVANT-PROPOS
PASCAL HINTERMEYER

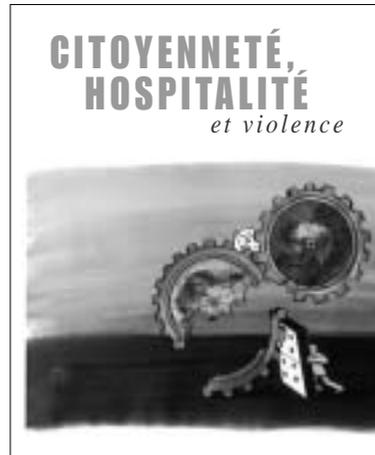
10
PASCAL HINTERMEYER
Le sens de la cité

17
DAVID LE BRETON
La ville par corps, le flâneur urbain

23
LILYANE DEROCHE GURCEL
La ville mélancolique, temps rétracté et dépersonnalisation

28
KHALID KAJAJ
La ville comme lieu de liberté et d'épanouissement personnel

35
FRANCIS RIBEY
Pas de piéton pas de citoyen : marcher en ville, un manifeste de citoyenneté



44
LUC GWIAZDZINSKI
Strasbourg, retour sur les violences de la nuit du réveillon

55
NICOLETTA DIASIO
MARZIA KICHELMACHER
Le passage du sceptre : rapports entre générations et modèles de citoyenneté à Ravenne

61
DRISS AJBALI
La violence urbaine : mystique de l'expertise ou fétichisme du terrain

64
JACQUELINE IGERSCHEIM
JUAN MATAS
Enquête sur la violence au collège, comprendre pour agir

75
MICHEL KOEBEL
Le conseil de jeunes : outil de revalorisation de la politique

81
JACQUES MEYZAUD
La ville et son envers



85
PAROLES DE JEUNES
Paroles urbaines

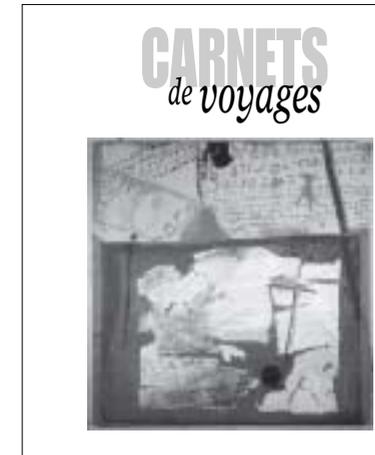
89
STÉPHANE JONAS
Mulhouse, une ville industrielle : vers de nouvelles formes de citoyenneté et d'urbanité

99
MARIE-NOËLE DENIS
Une ville à la campagne : sociabilité et urbanité dans la cité-jardin du Stockfeld

107
FRANCIS WEIDMANN
Ville et Santé : hygiénisme et contrôle social au XIX^e siècle

113
LAURENT BONNORD
L'Archipel Peugeot : mémoire et citoyenneté dans les quartiers sensibles

116
PIERRE ERNY
In memoriam. Eve Cerf-Horowicz 1933-1998

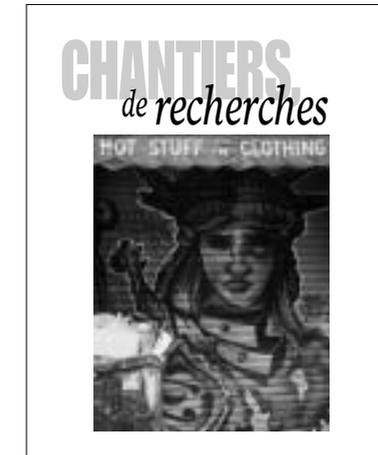


122
MYRIAM KLINGER
Saint-Petersbourg, insolite et familière

125
LILYANE DEROCHE-GURCEL
Impressions de Saint Petersburg

126
ANNY BLOCH
Dimanche d'octobre à Montgomery, Alabama

128
ANNY BLOCH
Dallas ou la modernité oblige

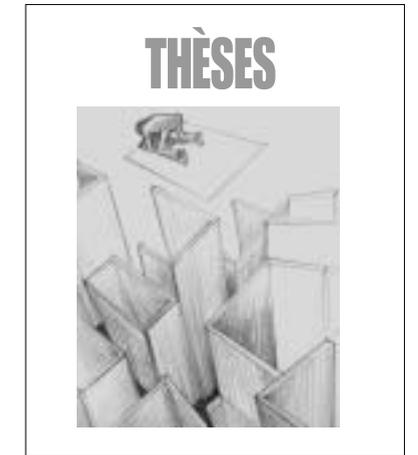


132
FREDDY RAPHAEL,
GENEVIÈVE HERBERICH-MARX
Norbert Elias, expérience de l'exil et naissance d'une sociologie

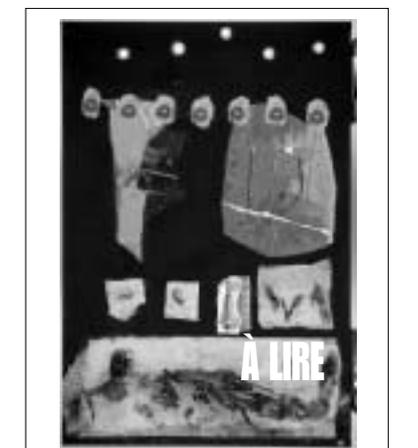
139
SÉBASTIEN SCHEHR
Le réenchantement du monde ? Sociologie de la complexité et théories du chaos

145
KARINE CHALAND
La question de la famille et de l'individu chez Platon et Aristote

151
ROLAND PFEFFERKORN
Moselle germanophone, contradictions linguistiques...



157 THÈSES



169 À LIRE

avec des établissements où ces problèmes sont mineurs, classiques dirions-nous, et d'autres où les débordements sont monnaie courante.

La grande majorité des interviewés se rejoint sur le thème de la relation entre le comportement de l'élève au sein du collège et les situations que celui-ci vit au sein de sa famille et dans son cadre de vie quotidien en général : la coupure entre l'univers relativement protégé et normé de l'école et l'extérieur n'est pas facile à concrétiser. Le jeune confronté à des problèmes de tous ordres hors-école ne peut pas « rentrer dans le rang » et devenir un élève sans histoire une fois franchi le seuil du collège. Le monde scolaire est ici rattrapé par la société globale, ses conflits et ses incertitudes, et par les micro-sociétés qui composent cette société. Le problème réside dans le fait que l'école ne peut pas plus prendre en considération les situations qui la dépassent et qu'elle est censée ignorer afin d'assumer sa mission, qu'elle ne peut les masquer ou en faire abstraction. C'est dans une tension permanente entre ces deux écueils que se trouve la voie qu'elle doit emprunter, voie toujours fragile et remise en question, gardant le cap sur des objectifs exigeants sans renoncer à comprendre, à aménager, à s'ouvrir sur un environnement complexe, tout en conservant son identité et ses contraintes.

4. Quelques pistes de réflexion

Il faut revenir ici, à partir de notre étude mais en ne nous limitant pas à celle-ci, à un niveau plus global d'analyse. Les travaux sur la violence à l'école se multiplient et il faut s'en féliciter : qu'il nous suffise ici de citer les ouvrages de Defrance, Dumay ou Debarbieux⁶. La mobilisation autour de la violence doit permettre non seulement de réduire ce fléau mais aussi de poser la question du fonctionnement de l'institution, pour donner une place d'acteur moins formelle aux élèves et aux familles, pour moderniser et renover l'école publique afin que ce creuset de l'idéal républicain soit mieux à même de remplir ses missions et de faire face aux défis du siècle prochain.

La violence se développe dans une société que l'on dit bloquée, figée par la

crise de l'emploi et l'accentuation des inégalités, inquiète pour son avenir. De vieux démons se réveillent, on voit y attiser la haine, on recherche des boucs émissaires. L'école n'est pas à l'abri de ces chants de sirène et de ces turbulences, elle n'a pas d'extraterritorialité ni de statut privilégié qui la protège contre la dissolution du lien social et la montée des extrémismes qu'engendre le désespoir. Ce n'est pas pour autant, bien sûr, qu'il faut baisser les bras. Si l'école n'a pas le pouvoir de résoudre tous les maux, elle a une place essentielle à occuper pour poursuivre et améliorer sa tâche de socialisation de la jeune génération, et pour donner à celle-ci les meilleures opportunités dans la vie adulte, y compris bien sûr dans la sphère professionnelle. Pour cela, il lui faut juguler la violence, certes, mais aussi relever le défi posé par l'allongement de la durée de scolarisation des jeunes, et notamment de ceux issus des milieux populaires, par la massification des effectifs que celle-ci engendre, par l'égalisation progressive des itinéraires de formation des filles et des garçons. En outre, elle doit intégrer de nouvelles données, telles que les transformations des mentalités et des modes de vie, le développement scientifique et technique ou la mondialisation des échanges (et pas seulement des échanges économiques).

L'école est une institution lourde et complexe, mais elle est aussi un ensemble d'hommes et de femmes qui la font vivre, et ceux-ci ont besoin de se sentir respectés, écoutés, aidés. Combien d'enseignants, pour ne mentionner que cette catégorie de personnel, se sentent désespérés devant des changements qu'ils ne maîtrisent pas et des problèmes qu'ils ont le sentiment de devoir affronter sans l'aide de personne ? Il faut donner une plus grande place à l'écoute des agents, à la circulation de l'information, à la formation également ; il faut renforcer le travail d'équipe et le dialogue, y compris avec les élèves. Mais, bien entendu, ceci ne peut se faire d'un coup de baguette magique : faire bouger les mentalités et les pratiques constitue un travail de longue haleine. Raison de plus pour ne pas tarder à nous y atteler.

Notes

1. Une partie de ce travail s'inspire de la communication faite par l'un des auteurs aux Journées de réflexion de l'APPM-CREFSI à Grenoble (mai 1997).
2. voir à ce sujet les analyses de Norbert Elias, et notamment son ouvrage *La civilisation des mœurs*, (1973) Paris, Ed. Calmann-Levy.
3. lorsque nous parlons de *l'École* de façon générique nous désignons par ce terme l'institution scolaire.
4. on peut citer, à titre d'exemple, l'impact de l'École dans la transformation de l'image et de la place de la femme dans la société (voir, parmi d'autres, l'ouvrage de Baudelot et

Establet *Allez les filles !*, (1992) Paris, Ed. du Seuil (coll. Points).

5. Pour un panorama succinct et pertinent des différentes approches sociologiques de l'échec scolaire, voir le chapitre que lui consacrent Léger (A.) et Tripier (M.), dans *Fuir ou construire l'école populaire ?* (1986) Paris, Editions Méridiens Klincksieck.
6. Defrance (B.), *La violence à l'école*, (1992) Paris, Ed. Syros ; Dumay (J.-M.), *L'école agressée: réponses à la violence*, (1994) Paris, Ed. Belfond ; Debarbieux (E.), *La violence en milieu scolaire. Etat des lieux*, (1996) Paris, Ed. E.S.F.

Le conseil de jeunes

Outil de revalorisation de la politique

Les conseils de jeunes sont envisagés ici dans une perspective politique. Ils sont un outil stratégique particulièrement prisé parce que leur nature permet à ses utilisateurs de dénier leur enjeu politique. Ils peuvent être considérés comme le signe d'une crise de légitimité au sein de l'espace politique et un moyen de revaloriser l'engagement politique local.

Sur le plan communal, les conseils d'enfants ou de jeunes sont des structures similaires aux conseils municipaux, à ceci près que les élus qui les composent (ainsi que les électeurs qui les légitiment) sont des enfants ou des jeunes n'ayant qu'un pouvoir consultatif. Le cadre communal est le plus fréquent, mais d'autres niveaux territoriaux sont concernés¹.

Les conseils de jeunes sont apparus en France en deux temps.

Dans les années soixante, des conseils municipaux de jeunes se sont mis en place dans une vingtaine de villes moyennes, initiés pour la plupart par des lycéens ou étudiants désireux de prouver le sérieux et les capacités des jeunes. Un mouvement national s'est même développé (association nationale, journal, congrès national à Paris le 8 janvier 1967), et certains de ces conseils furent fortement médiatisés (Cholet, Compiègne, Sedan). Ces jeunes, épaulés quelquefois par des mouvements de jeunesse, étaient à la recherche d'une reconnaissance publique et défendaient la prise en compte d'une expression culturelle spécifique auprès du pouvoir local. A la même époque, dans de nombreuses autres villes françaises, des expériences similaires (sous forme de bureaux provisoires) ont tenté de voir le jour sans succès. C'est là où les élus locaux ont apporté leur soutien que les conseils ont pu voir le jour et ont été les plus durables. Mais ce mouvement naissant est toujours resté très fragile et s'est tari en quelques années. Les historiens ne font aujourd'hui que commencer à redécouvrir ce passé, évanoui dans une logique proprement politique qui n'a souvent que faire

des expériences passées, celles soutenues par des équipes municipales vaincues.

Tout autre est le second mouvement apparu vers la fin des années 70 et qui s'est développé au cours des années 80. Contrairement à la logique de revendication douce des jeunes des années 60, demandeurs de reconnaissance auprès du pouvoir, ce sont des représentants du pouvoir qui cherchent dès lors à consulter les enfants (plus rarement les jeunes). Les promoteurs de conseils² ont délibérément attribué l'origine de ce mouvement au conseil municipal des enfants de Schiltigheim (Bas-Rhin) et l'ont lié au contexte particulier de l'Année Internationale de l'Enfance (1979). Ce second mouvement a pris plus d'ampleur que le premier puisque l'on compte aujourd'hui près de mille conseils d'enfants ou de jeunes en France, presque exclusivement sur le plan communal. Si ce second mouvement perdure, c'est notamment parce que le conseil naît cette fois-ci du côté du pouvoir et que celui-ci garde la maîtrise du dispositif tout au long de son existence. Il suffit de constater que le nombre de conseils en France augmente fortement après chaque période d'élections locales pour se rendre compte d'une liaison entre la politique et les conseils de jeunes. Contrairement aux affirmations de J. Perrier³, le projet de conseil fait le plus souvent partie du programme électoral d'un candidat⁴.

Un phénomène urbain lié au politique

Lorsque l'on essaie de décrire la réalité des conseils de jeunes en France, on peut croire à première vue que ceux-ci se

développent surtout dans les petites villes. En effet, 47% des communes concernées en France en décembre 1995 ont entre 2 000 et 10 000 habitants⁵.

Mais une autre vision statistique doit s'imposer lorsque l'on s'interroge sur la propension à mettre en place un conseil de jeunes dans une commune en fonction de sa taille. En effet, c'est en comparant, selon la taille, le pourcentage de communes ayant tenté cette expérience qu'apparaît clairement l'urbanité du phénomène. Entre 2 000 et 10 000 habitants, seules 10% des communes sont concernées, alors que le chiffre atteint 28,3% pour les villes de plus de 10 000 habitants. La propension est la plus faible en dessous de 2 000 habitants puisque le chiffre ne dépasse guère 0,5%. En fait, plus la taille de la commune augmente, plus il y a de chances qu'elle mette en place un conseil de jeunes. Une étude approfondie du phénomène effectuée dans la région Alsace aboutit aux mêmes constatations : le phénomène y est encore plus marqué puisque 60% des communes de plus de 10 000 habitants avaient leur conseil de jeunes fin 1996. En fait, un point de rupture plus précis est perceptible en Alsace comme pour la France entière : c'est à partir de 3 500 habitants que la propension à créer un conseil devient importante. 3 500 habitants marque aussi le changement de mode de scrutin. En effet, le scrutin de liste favorise les têtes de listes et la logique partisane, ce qui constitue un seuil politique quant à l'importance d'une commune et de son maire.

Une logique stratégique

D'une part, les conseils de jeunes peuvent être considérés comme une action municipale et obéissent en cela à la logique de l'espace politique local. Comme l'explique le maire d'une grande ville alsacienne, lorsque l'on construit un programme électoral, il faut s'inspirer des «trucs qui marchent». Or les conseils municipaux d'enfants en font visiblement partie, surtout depuis le succès de l'expérience de Schiltigheim. Les conseils de jeunes ont d'ailleurs toujours bénéficié d'une médiatisation bienveillante⁶ ou la critique est quasi absente.

D'autre part, depuis que le mouvement s'est accentué et que le nombre de conseils de jeunes a augmenté, des profits

spécifiques apparaissent dans le jeu d'imitation et de distinction qui se joue entre communes proches, soit sur le plan géographique, soit sur le plan des caractéristiques démographiques ou politiques. Ainsi, des communes noyées dans la couronne banlieusarde d'une grande ville réussissent à exister politiquement grâce à certains projets municipaux originaux, comme peut l'être ou peut l'avoir été un conseil de jeunes. Certaines villes, pour marquer leur originalité, vont jouer sur d'autres registres : la tranche d'âge visée (les adolescents sont réputés plus difficiles, plus critiques que les enfants), le type d'organisation adopté (des conseils de quartiers par exemple) ou encore le lieu d'élection choisi (des élections hors cadre scolaire sont réputées plus difficiles parce que moins mobilisatrices). Une petite ville sera la première de sa circonscription ou de son canton à avoir créé son conseil de jeunes. Une autre commune se distinguera par la dénomination de la structure : conseil *consultatif* plutôt que municipal, ce qui revient parfois à dénoncer l'*illusion du pouvoir* que paraît donner un conseil municipal qui n'en est pas un sur le plan légal.

En fait, chaque nouveau conseil est original en quelque chose. Dans le jeu d'imitation et de distinction, un exemple frappant est celui du nombre d'élus : la logique d'imitation tend à aligner celui-ci sur le nombre de conseillers adultes, la logique de distinction fait souvent retrancher une unité à ce nombre, unité qui symbolise le maire, c'est-à-dire le pouvoir que le conseil municipal junior ne détient pas et ne doit par conséquent pas usurper. Par ce détail numérique, les communes correspondantes s'opposent symboliquement à celles qui font élire des «maires-enfants» et des «adjoints-enfants», quelquefois ceints de l'écharpe tricolore.

Cette originalité toujours renouvelée des conseils de jeunes, due à la «flexibilité» du dispositif et à l'absence de cadre juridique spécifique et contraignant, explique en partie leur succès. Cette flexibilité fait également partie du discours dominant sur les conseils de jeunes : aucun conseil ne se ressemble, il ne faut d'ailleurs surtout pas imposer un modèle unique, mais plutôt permettre à chaque commune d'adapter son projet en fonction de la réalité locale.

Les conseils de jeunes constituent ainsi un outil politique stratégique. L'ana-

lyse contextuelle de l'émergence d'un tel conseil et des profits ultérieurs que les élus peuvent en tirer ne laisse pas de doute quant à la réalité de l'enjeu et montre que les conseils de jeunes font l'objet d'une mainmise quasi exclusive de l'équipe majoritaire, voire d'une petite partie d'entre elle.

Un discours de dénégation du politique

La liaison entre conseils de jeunes et politique pose apparemment problème aux promoteurs de conseils. Comment s'expriment-ils à ce sujet ?

A les entendre⁸, les conseils de jeunes seraient à mille lieues de représenter une stratégie politique. Il s'agit pour certains de permettre aux enfants de mieux connaître l'institution municipale en expérimentant de vraies élections et la participation à l'élaboration de vrais projets, afin de former de *futurs* citoyens actifs. Pour d'autres, il s'agit avant tout de reconnaître à l'enfant (ou au jeune) une capacité citoyenne (qui ne lui est pas reconnue et qu'il ne peut exercer légalement), et donc de l'impliquer *dès son jeune âge* dans les processus de décision relevant de la compétence communale.

L'analyse plus approfondie des discours des élus laisse apparaître une volonté délibérée de dépolitiser leur démarche. Les plus ardents défenseurs des conseils se *défendent* d'avoir mis en place un gadget électoral.

On peut comprendre aisément pourquoi une utilisation politique stratégique des conseils de jeunes n'est pas mise en avant par leurs promoteurs. Cela fait partie du jeu politique que de faire croire en l'intérêt général d'une démarche. Mais il est plus difficile de comprendre pourquoi les élus concernés entrent, sans raison apparente, dans une logique de *dénégation du politique*. En effet, nombreux sont les discours inauguraux ou les colloques dans lesquels ils dénie d'entrée de jeu la possible manipulation des enfants ou des jeunes, la récupération politique, ainsi que la notion de «gadget». Cette défiance est même spontanée, une analyse locale approfondie ayant montré qu'elle ne peut être attribuée à des critiques directes ou indirectes venant de l'opposition.

L'analyse des pratiques révèle une logique similaire. Généralement, le maire



Graffiti, mur de Strasbourg, © Marie-Anne Hitter

désigne parmi les élus adultes un coordinateur du conseil. Son choix se porte souvent vers un élu non encarté ou, symboliquement, vers le plus *jeune* conseiller municipal (qui se retrouve être celui qui a le moins d'expérience et de poids politique). Le fait même pour un maire de s'intéresser aux enfants – au point de créer une structure d'expression ou de participation politique pour ce public spécifique – peut être interprété comme une volonté de s'adresser à une catégorie de la population qui a la réputation d'une certaine innocence politique. Dans certains cas, cette explication est même directe-

ment avancée par le maire : «on s'est dit plus ils sont jeunes, plus leurs idées seront encore blanches, vierges, et [sans] a priori ! Ils ont encore un peu la pureté de l'enfant et des idées toutes simples ... l'idée idéale quoi» (entretien avec le maire d'une commune haut-rhinoise).

A ce stade de l'analyse se pose la question de la signification sociale des conseils de jeunes. Trois axes explicatifs peuvent être envisagés. La mise en place de conseils de jeunes est l'expression d'une lutte contre un déficit démocratique perçu par les élus. Elle est une réaction à une crise de légitimité qui s'exprime à travers la mon-

tée de l'abstentionnisme et du vote Front National. Elle est enfin une manière de promouvoir une image idéalisée de la politique et profite en cela au champ politique.

Lutter contre un déficit démocratique

La classe politique, et particulièrement les élus locaux depuis que la décentralisation comporte dans ses objectifs une participation accrue des habitants aux décisions, se trouve dans une certaine ambivalence entre, d'un côté, la volonté de partager le pouvoir en donnant aux citoyens des moyens de contrôle, ce qui peut garantir une meilleure légitimité mais comporte des risques, et de l'autre, la volonté de le conserver et de ne le remettre en jeu que périodiquement lors des élections. Au cours des trente dernières années, peu de tentatives de partage du pouvoir se sont développées.

Les conseils de jeunes expriment cette ambivalence de ce que les promoteurs de conseils de jeunes appellent «l'aller-retour élus/électeurs». Cet aller-retour fait souvent partie des objectifs assignés aux conseils : les jeunes élus sont censés *rendre compte*, dans leur classe, dans leur quartier, des projets menés par le conseil, et ils devraient de surcroît être à l'écoute de leurs pairs pour retransmettre les avis, les critiques et les projets de leurs électeurs au cours de leur mandat. Cette pratique est quasi inexistante et le constat d'échec est généralement attribué au manque de collaboration des enseignants.

Mais n'observe-t-on pas le même phénomène pour l'ensemble de la vie politique ?

Plutôt que de parler d'échec, il serait plus judicieux d'y voir une conséquence inévitable du mode de légitimation adopté. La logique de la confiscation du pouvoir pour un temps donné ne peut être comprise sans tenir compte de la logique de la *délégation*, selon laquelle les électeurs s'en remettent à l' élu le temps de son mandat et se dégagent, par le vote, de toute responsabilité politique.

Face à cette réalité (qui n'est pas nouvelle), des initiatives de plus en plus nombreuses et variées visent apparemment à contrecarrer cette désresponsabilisation du citoyen (qui est plus perçue que réelle parce qu'elle ne prend pas des formes

connues et reconnues⁹). On peut citer les conseils d'étrangers, les conseils de quartiers, les conseils de sages ou d'anciens. La multiplication des réunions de quartier visant à favoriser le dialogue avec les habitants fait certainement aussi partie de ce type de stratégies. Dans le cas des conseils de jeunes, certains détails d'organisation sont révélateurs des enjeux politiques sous-jacents. Ainsi, le choix de limiter à dix sept ans l'accès au conseil d'adolescents d'une grande ville alsacienne a été fait par un adjoint au maire pour trouver une forme qui «ne dévalorise pas l'exercice du droit de vote». Pour cet élu, le conseil consultatif des étrangers et les comités des personnes âgées entraînent dans cette même logique : il fallait «intégrer ceux qui étaient marginalisés par rapport aux dispositifs de démocratie. C'est-à-dire soit pour des raisons de nationalité, c'est le cas des résidents étrangers, soit pénalisés pour des raisons de capacité de déplacement, pour les personnes âgées, soit, comme pour les jeunes, parce qu'ils ne sont pas intégrés au processus électoral avant dix huit ans». Cette remarque permet de comprendre le lien qui peut exister entre des initiatives apparemment différentes. Ce qui pouvait apparaître comme une nouvelle logique ne serait-il pas à considérer comme un souci identique d'intégrer à un processus démocratique des populations considérées comme *hors-jeu* politiquement ? La seule différence provient des limites que les élus mettent à cette notion, les uns s'en tenant aux limites légales, les autres acceptant de concevoir qu'au sein même de la population en âge de voter, le degré de participation est à nuancer et que des actions visant à mobiliser les fractions qui participent le moins aux élections et à la vie locale sont possibles. D'où la mise en place de conseils de jeunes, de sages, de quartiers ; mais aussi la volonté de toucher la population des femmes en intégrant de plus en plus de femmes dans les conseils municipaux. Parmi ces différentes initiatives, les conseils d'enfants et de jeunes tiennent une place particulière du fait de l'innocence politique qu'incarnent leur membres. Cela en fait un outil d'autant plus intéressant que l'on peut légitimement – sous prétexte de protéger les enfants – dénier son enjeu politique. La démarche est efficace sur les plans médiatique et politique : critiquer un conseil d'enfants, c'est critiquer les enfants, et cela ne se fait pas.

Réagir à une crise de légitimité des élus

Cette prise de conscience, par les élus, d'un manque à gagner dans la participation de certaines catégories de populations, s'est accentuée avec la montée de l'abstentionnisme particulièrement sensible depuis vingt ans.

Des chercheurs (G. Grunberg¹⁰, F. Héran¹¹) ont tenté récemment de minimiser ce phénomène, ou de l'expliquer logiquement (P. Bourdieu¹²). Les tentatives de minimiser l'importance de l'abstentionnisme ne sont justifiées qu'en partie. On peut constater une réelle progression de l'abstention (particulièrement sensible dans le cas des élections législatives et municipales si l'on ne tient compte que des premiers scrutins de l'année, afin d'éviter certains effets conjoncturels). Mais plus que la réalité de l'abstention (très fluctuante en France sur le long terme), c'est certainement la forte médiatisation du phénomène qui peut avoir une importance politique sur les élus et sur les stratégies qu'ils vont mettre en place pour élargir leur *surface de légitimité*. Si le système démocratique actuel donne le pouvoir sur le principe de la majorité des votants, ce pouvoir (par exemple municipal) va s'exercer sur l'ensemble des habitants de la commune, quels que soient leur condition et leurs droits civiques. Si, dans l'estimation de cette surface de légitimité, il fallait tenir compte des non inscrits, des abstentionnistes, mais également de mineurs, des étrangers, des SDF et de ceux qui sont momentanément ou définitivement privés de leurs droits civiques, les majorités qui légitiment les élus se retrouveraient bien maigres, et ceci d'autant plus que la taille de la commune augmente. Ainsi, les personnes qui ont réellement voté pour la liste du maire ne représentent généralement *pas plus du cinquième des habitants* d'une ville moyenne. L'étude d'un petit échantillon de communes¹³ montre que, au premier tour des élections municipales de 1995, ce pourcentage oscille entre 20 et 40% pour les plus petites, mais descend jusqu'à 11 à 16% dans les villes de plus de 15 000 habitants.

Envisager les élections sous cet angle peut conduire à remettre en question la validité même des règles du jeu démocratique actuel. Faut-il rappeler qu'il y a à peine plus de cinquante ans, les femmes

n'avaient pas le droit de vote et que, quelques dizaines d'années encore auparavant, peu de gens se posaient la question de savoir si cette discrimination était légitime. Ce n'est que depuis une quinzaine d'années que la question du droit de vote des étrangers fait l'objet d'une opposition déclarée et médiatisée entre différents partis, grossièrement entre la gauche et la droite. L'abaissement de l'âge du droit de vote a été abordé plus d'une trentaine de fois depuis la Libération au sein de débats parlementaires¹⁴. Seule l'année 1974 a vu s'opérer un changement.

Ces diverses tentatives d'extension du corps électoral ont souvent été subordonnées à un calcul de profit électoral. Depuis la systématisation des sondages d'opinion, les hommes politiques ont constaté que les profits que l'on peut en espérer ne sont pas aussi tranchés, ou qu'ils sont souvent conjoncturels.

Ce sentiment de réduction de la surface de légitimité des élus s'exprime au travers des nombreuses campagnes d'incitation des jeunes à l'inscription sur les listes électorales (le taux de non inscription des 18-19 ans a dépassé 25% en 1995¹⁵). Mais leurs effets sont limités, à tel point qu'ait été envisagée en 1997 l'inscription automatique des jeunes majeurs sur les listes électorales (l'idée, exprimée publiquement par le chef de l'Etat puis par le chef de file de l'opposition au cours de la campagne des élections législatives, a finalement été adoptée fin 1997). On peut se demander enfin si la crise de légitimité des élus ne s'est pas accentuée avec la montée du vote Front National, particulièrement sensible en Alsace, dont l'une des interprétations possibles est la défiance grandissante vis-à-vis des partis politiques traditionnels.

Promouvoir une image idéalisée de la politique

L'une des caractéristiques spécifiques aux membres des conseils de jeunes – en l'occurrence leur jeune âge – peut contribuer à expliquer l'attitude prudente des élus dans leurs discours. Paradoxalement, sur le plan politique, les enfants sont simultanément considérés comme capables et incapables. Capables de s'exprimer mais incapables de se défendre.

On assiste chez les élus *en même temps* à une volonté appuyée de se *défier* de l'uti-



Graffiti, mur de Strasbourg, © Marie-Anne Hitter

lisation politique qu'eux-mêmes pourraient faire de cette opération, et *en même temps* à une volonté de protéger les enfants et les jeunes, et à magnifier leur engagement. Il ne faut surtout pas les mêler à la *politique*, c'est-à-dire à la politique politicienne, à la politique *sale*, celle des «affaires» décriées dans les médias, et à laquelle s'oppose une politique *propre, noble*, celle des conseils d'enfants et de jeunes.

Cette politique *noble* est décrite comme un engagement *local*, au service des autres, au service de la collectivité, une sorte de *version idéalisée de la politique*, qui se décline aussi en termes de démocratie *locale, directe*, proche des citoyens.

En fait, l'idéal démocratique proposé à travers la grande majorité des conseils n'est autre que le modèle qui domine actuellement la vie politique française : la démocratie représentative. La légitimité des enfants et des jeunes élus est directement issue du principe de *délégation* par lequel les jeunes conseillers sont censés représenter l'ensemble des jeunes électeurs, et, au-delà, tous les jeunes de la commune. Conçu par des élus, le conseil des jeunes reproduit le scénario qui a précédé à leur propre légitimation politique. Le discours dominant qui met en avant la *diversité* des expériences de conseils de jeunes a aussi pour fonction —ou au moins pour effet— de cacher l'*unicité* des pratiques, ce en quoi elles se ressemblent toutes et qui fait partie des évidences. Il s'agit principalement du mode de désignation quasi exclusif qu'est *l'élection*.

tant dans la population et reste le personnage le plus épargné des critiques¹⁷. Selon certains discours, la commune serait «redevue la «cellule de base» de la démocratie¹⁸». Pour un politicien, il fait bon revendiquer sa proximité des citoyens en invoquant son mandat local.

En fait, les conseils municipaux (d'adultes) semblent jouer au sein du champ politique le rôle que jouent les conseils municipaux d'enfants au sein de l'espace politique local : celui de faire croire à cette proximité et cette écoute de la population. On peut se demander si, contrairement au but assigné aux conseils de jeunes – celui de donner la parole à la jeunesse –, c'est en faisant parler une catégorie de la population que l'on tente de la faire taire, c'est-à-dire en la confinant dans un lieu autorisé, légalisé (au moins dans les apparences). Quand les promoteurs de conseils de jeunes parlent de démocratie locale ou participative en prétendant inventer une nouvelle forme de démocratie, ils contribuent à faire croire que l'élu local est plus proche du citoyen, alors qu'il reproduit au plan local les mêmes principes qui provoquent cet éloignement de plus en plus caractéristique de la démocratie représentative¹⁹. Dans cette perspective, on peut se demander dans quelle mesure, par le système de délégation qui est à la base d'un conseil de jeunes, le fait de prétendre représenter la jeunesse ne contribue pas à donner l'illusion que la jeunesse existe en tant que groupe social et qu'elle peut à ce titre être *représentée*, que l'on peut la *faire parler* au travers d'élus.

Notes

1. Des expériences de conseils généraux ou régionaux de jeunes existent. Même l'Assemblée Nationale et le Sénat ont mis en place des structures analogues, respectivement depuis 1995 et 1997. Depuis janvier 1998, le Ministère de la Jeunesse et des Sports a institué des organes consultatifs regroupant des jeunes de 16 à 28 ans, au niveau national (le conseil permanent de la jeunesse) et dans chaque département (les conseils départementaux de la jeunesse).
2. Sont appelés ici «promoteurs» de conseils de jeunes tous ceux qui assurent d'une manière ou d'une
3. En effet, J. Perrier affirme à l'appui d'une enquête (La participation des jeunes à la vie de la cité. L'expérience des conseils d'enfants et de jeunes en France. Fonctionnement, réalisations, évaluation, propositions, Rapport à Monsieur le Secrétaire d'Etat à la Famille, aux Personnes Âgées et aux Rapatriés, février 1993) que seuls dans 2% des

cas le conseil faisait partie du programme électoral. Ce pourcentage faible est le résultat d'une erreur d'interprétation des données qui n'est pas sans rapport avec la volonté de masquer l'enracinement politique d'un phénomène et de favoriser ainsi son développement.

4. Cela a notamment pu être constaté à travers une connaissance approfondie des conseils de jeunes dans le Haut-Rhin.
5. Ces chiffres proviennent d'un répertoire des conseils de jeunes en France élaboré par l'ANACEJ.
6. Cf. Vulbeau (Alain), Rossini (Nathalie), Les conseils municipaux d'enfants et de jeunes : à la recherche d'un dispositif de participation, coédition ANACEJ-IDEF-FAS, Paris, n. d., p. 121.
7. Id. pp. 116 et suiv.
8. L'ensemble de l'article s'appuie sur une analyse approfondie effectuée dans le cadre de la thèse de doctorat en sciences sociales soutenue par l'auteur sous la direction de B. Michon, et qui concernait 75 acteurs politiques locaux issus de 17 communes alsaciennes. Les discours recueillis sous forme d'entretiens enregistrés puis retranscrits ont été analysés et confrontés aux caractéristiques des acteurs, des communes et, le cas échéant, des conseils de jeunes mis en place. Cf. Koebel (Michel), Le recours à la jeunesse dans l'espace politique local, les conseils de jeunes en Alsace, USHS, Laboratoire APS et Sciences Sociales, juin 1997.
9. P. Bréchon affirme même que le phénomène de «dépolarisation» de la jeunesse généralement colporté par les médias est «une thèse largement fautive» et que, au contraire, la compétence politique, la connaissance des institutions et des

enjeux politiques a tendance à augmenter du fait de la montée générale du niveau d'instruction, et que la participation politique n'a pas baissé mais prend de nouvelles formes. Cf. Bréchon (Pierre), «S'engager autrement», Le Monde des Débats, novembre 1994, p. 8.

10. G. Grunberg rappelle que l'abstention n'est pas uniforme, qu'elle a plusieurs dimensions et que ses taux sont fortement dépendants du type d'élection, du type d'enjeu, et du nombre de scrutins dans la même année. Cf. Grunberg (Gérard), «La participation politique», Cahiers français, n°276, La Documentation Française, mai-juin 1996, pp. 32-40.
11. F. Héran a même introduit une nouvelle notion – l'abstention systématique – qui ne concernerait, pour les élections de 1995 à 1997, que 8% des inscrits. Cf. Héran (François), «Les intermittences du vote : un bilan de la participation de 1995 à 1997», Insee Première, n° 546, septembre 1997. A. Lancelot avait déjà constaté ce phénomène depuis plusieurs années puisqu'il écrit que «moins de 10 p. 100 [des électeurs] s'abstiennent constamment» (Lancelot (Alain), «Abstentionnisme», Encyclopædia Universalis, édition 1992, Tome 1, p. 59).
12. D'après P. Bourdieu, l'abstention pourrait à la limite être interprétée comme un signe de santé de notre système démocratique. A la limite, un fin politicien doit, dans ses discours (du moins en apparence), se désoler d'un fort taux d'abstention mais il doit intérieurement s'en réjouir, à condition que cette abstention soit celle, classique, des agents les plus privés de la compétence politique nécessaire pour produire un choix électoral. Voir Bour-

dieu (Pierre), «Questions de politique», Actes de la recherche en sciences sociales, n°16, septembre 1977, pp. 55-56.

13. Ces chiffres ont été calculés en divisant le nombre de voix obtenues par la liste du maire élu au premier tour par le nombre d'habitants de la commune. Ils portent sur l'échantillon des 17 communes alsaciennes étudiées dans le cadre de la thèse déjà citée en référence.
14. Cf. Fournier (Bernard) et Pépratz (Franck), «La majorité politique : étude des débats parlementaires sur la fixation du seuil», in Percheron (Annick) et Rémond (René) dir., Age et politique, Economica, Paris, 1991, pp. 85-110.
15. Cf. Héran (François), Rouault (Dominique), «La présidentielle à contre-jour : abstentionnistes et non inscrits», Insee Première, n° 397, juillet 1995.
16. Plusieurs membres des instances alsaciennes des principaux partis politiques nous ont confirmé que, si les conseils de jeunes sont souvent évoqués dans les discussions de couloirs, ceux-ci n'apparaissent jamais à l'ordre du jour officiel des réunions politiques. Ces initiatives sont considérées comme relevant exclusivement de choix locaux en dehors de toute considération politique et de «ligne» partisane.
17. A. Mabileau, Le système local en France, Clefs Politique, Montchrestien, 2e éd. 1994, p. 130.
18. Id. p. 127. A. Mabileau estime lui aussi qu'il s'agit là plutôt d'un mythe.
19. Cf. Mabileau (Albert), «Les institutions locales et la décentralisation», *Institutions et vie politique*, La Documentation Française, Paris, édition mise à jour 1997 (Notice 11, pp. 69-76).

La ville et son envers

Il est temps de réagir. Au premier janvier 98, l'Alsace, qui avait déjà le plus grand nombre de nobélisés au kilomètre carré et de chefs trois étoiles par habitant, découvre qu'elle est également en tête au palmarès national des voitures brûlées. Voilà qui fait désordre et remet les pendules à l'heure dans la sage province. A toute chose malheur est bon : il est des alsaciens soulagés d'être enfin comme les autres français : avec des problèmes. Il est des alsaciens libérés, au travers du geste symbolique des incendiaires, du carcan qui les étouffe, l'idéal «hansien», la perfection de carte postale. Pour autant, ces violences sont le symptôme d'un malaise grandissant et inquiétant¹.

La ligne de fracture sociale passe en premier lieu par le fait de survivre ou pas, en second lieu par celui d'avoir ou non des espérances d'amélioration de sa condition. Il faut retrouver le jeu des pièces mécaniques, un interstice permettant de se mouvoir ; et celui des enfants, fondé sur la règle qui dit qui gagne ou qui perd, selon qu'il a bien ou mal joué. Mais toujours perdre, ce n'est pas du jeu, c'en est fini de son intérêt, de notre motivation à désirer, à travailler, à changer. Le lien social suppose un minimum de règle et la fracture sociale est très précisément la relégation d'exclus qui n'ont plus droit au même jeu de société que les autres. La crise fait apparaître le ghetto dans sa crudité. Parce que la question de la ville et celle de la société sont liées, le développement des inégalités ne peut laisser un architecte indifférent. Y-a-t-il dans le malaise des banlieues superposition d'un sentiment d'exclusion général et de la conscience de formes construites qui seraient celles de la relégation ? Qu'en est-il de la topographie d'un lieu et de sa symbolique, de la place de l'individu dans l'échiquier social, et de leurs rapports ?

On connaît le portrait des zones dites sensibles. Le négatif domine et imprègne les lieux et les mentalités. Les «petits blancs» alimentent leur éthylisme à la superette du coin. Ils se sentent agressés par les jeunes qui, eux-mêmes se sentent exclus, alors même que les moins de vingt-cinq ans représentent souvent plus de 50% de la population². Oisifs par obligation, ces derniers développent, quelles que soient leurs qualités, une mentalité d'assistés, tout en rejetant les actions

faites dans leur direction. L'échec du «café musiques» du «Parc des Poteries»³ est celui d'une intégration ressentie comme forcée. De fait, les jeunes, sans perspectives, rejettent la société à proportion de leur propre sentiment d'être rejetés et compensent l'absence d'amour dans la haine des symboles d'autorité. Le sentiment d'exclusion s'autoconstruit pour une part et trouve parallèlement des raisons objectives d'exister. Le réel et le fantasme s'alimentent l'un l'autre, pour le pire, dans un cercle vicieux tragique. Seule l'école peut constituer un point d'ancrage véritable⁴.

Architecture et ville

Parlons maintenant du contenant, architecture et ville.

Première question : les mêmes formes abritent-elles les riches et les pauvres ? A Neuilly, certaines belles barres fonctionnelles ne s'écartent de l'habitat H.L.M., d'un point de vue formel, que par les détails permettant d'établir la distinction nécessaire. Elles sont certes très bien habitées et très bien vécues. Dans une cité, observer les logements de la barre d'en face, cet agglomérat de quotidiennetés superposées, rend tentant d'y projeter, démultiplié par la quantité, le sentiment du dérisoire⁵. Ce mal-vivre a pour équivalent strict le contentement des riches à voir ceux de l'autre côté de la rue leur renvoyer leur propre image. Si la forme peut, éventuellement, signifier l'inégalité, elle est incapable de l'effacer. La différence sociale est irréductible. L'architecture peut tout au plus l'atténuer.

JACQUES MEYZAUD
Architecte ENSAIS,
praticien

PASCAL HINTERMEYER

Die Bedeutung der Siedlung

Anhand von Textbeispielen aus der Antike, dem Christentum und der Moderne analysiert der Autor die Bedeutung der Siedlung in der westlichen Tradition. Er deckt die politischen, ethischen und imaginären Dimensionen der Siedlung auf und hebt einige ihrer Hauptmerkmale hervor : der Wille zum Zusammenleben, die Herausstellung von Unterschieden, die Suche nach einem Gleichgewicht. Er zeigt auf, dass der Begriff der Siedlung im Laufe seines historischen Niedergangs mit nostalgischen oder idealisierenden Tönen behaftet wurde, die Kritik und Eigenkritik anregen. Der Begriff war somit verfügbar, um die Infragestellungen der städtischen Lebensbedingungen aufzufangen und sich mit dem Sinn der Beziehungen zu beschäftigen, die sich dort entwickeln.

DAVID LE BRETON

Die Stadt mit dem Körper erlebt der städtische Flaneur

Es geht um Flanieren in der Stadt aus der Sicht des Körpers. Ein ruhiger Stadtgang, der die Sinnesorgane ganz unterschiedlich weckt - je nach Ort, Jahreszeit und Laune des Flaneurs. Es ist weniger eine städtische Soziologie als eine Poesie der Stadt, eine Anthropologie des Körpers und der Sinne in Freiheit.

LILYANE DEROCHE-GURCEL

Die melancholische Stadt : gedrängte Zeit und Entpersönlichung

Der Artikel versucht, in der Perzeption des heutigen Großstadtlebens diejenigen Elemente herauszufinden, die ganz besonders zur Schaffung einer melancholischen Atmosphäre beitragen. Einer soziologischen Orientierung folgend, geht er von den beiden Syndromen der Melancholie aus, die von der klinischen Psychologie aufgestellt wurden : der Entpersönlichung und der Unfähigkeit, sein Leben in eine individuelle Geschichte einzubetten. (a-geschichtlich).

KHALID KAJAJ

«Stadtluft macht frei» Oder die Stadt als Ort der Freiheit und persönlichen Entfaltung. Über Simmel und Weber

Bürgerlich, urban, städtisch : ethymologisch gesehen, verschwimmen die Bedeutungen dieser drei Begriffe, die aber unseren Problemkreis gut umreißen. Um dieses Dreigespann zu entfalten, orientieren wir uns zunächst an Weber, Simmel und Sennett.

Die Fragen, auf denen unsere Überlegung aufbaut, sind folgende : kann die moderne Stadt - die, die Bewegung und Ströme in sich aufnimmt - eine neue Urbanität hervorbringen? Ist die Großstadt - als Folge der Modernität und Schmelztiegel der Individualität - Quelle für eine Form von Freiheit oder für eine Entfremdung? Ist das moderne Individuum gezwungen, sich von der urbanen Bürgerlichkeit abzuwenden, um Zuflucht in der Intimität der Privatsphäre zu suchen?

FRANCIS RIBEY

Schritte des Fußgängers, Schritte des Bürgers. Gehen in der Stadt - ein wahres Manifest der Bürgerlichkeit

Wie würde ein Marsmensch die Fußgänger in der Stadt beschreiben? Wie einfache Gehmaschinen, bei denen er nicht recht wüsste, wie sie funktionieren : die Schritte scheinen nicht ganz zufällig, was aber treibt sie an ? Neugierig gemacht, würde er sie gern näher untersuchen, doch wie soll er das anfangen ? Er würde gern ein Ebenbild von einem Fußgänger schaffen und dessen Schritte nachahmen. Würde er aber alles bemerken, was sich in einem einzigen Schritt abspielt ? Durch seine Schritte kann der Bürger seine Zukunft in Angriff nehmen. *Das Wesentliche, das hinter dem Fußgänger steht, ist der Mensch im Vorangehen.*

LUC GWIAZDINZKI

Strasbourg Rückblick auf die Gewalttaten der Sylvesternacht

Die Gewalttaten der Sylvesternacht haben die Stadt ins Rampenlicht gerückt. Ohne von «feuerlegenden Journalisten» sprechen zu wollen, kann man sich dennoch fragen, welchen Einfluss es auf die Stadtviertel hat, wenn sie so unter die Lupe genommen werden. Abgesehen von der Behandlung der Ereignisse in den Medien zwingen uns andere Faktoren, das Stadtproblem etwas weiter zu fassen. Die rasche Verchlechterung der Lage in den Vierteln und die Notwendigkeit, schnell zu handeln, sollte die Diskussion über die Krisenviertel der Stadt hinaus öffnen. Unsere zukünftige Gesellschaft kann nur auf ein Leben in Gemeinschaft aufbauen.

NICOLETTA DIASIO

MARZIA KICHELMACHER

Die Übergabe des Zepters. Beziehungen der Generationen untereinander und Vorbilder für Bürgerlichkeit in Ravenna

Ideal auf halbem Weg zwischen Rimini und Byzanz gelegen, ist die Stadt Ravenna Schauplatz eines stillen Konflikts zwischen den Generationen, der Einfluss nimmt auf die Vorstellung von Bürgerlichkeit, die Zukunftsvision und den gesellschaftlichen *leadership*. Dieses Unbehagen in der Zeitordnung - die ravennische *Langsamkeit*, -äußert sich besonders in einer lästigen Überbewertung der als heldenhaft geltenden Vergangenheit (das kooperative System, der Widerstand, das Nachkriegswunder) und in einem Gefühl der davoneilenden Gegenwart. Andererseits werden auch heute noch Bande zwischen den Generationen geknüpft durch den traditionellen Solidaritätsgeist und das von allen geteilte Bewusstsein vom Wert eines *gemeinsamen* bürgerlichen oder politischen Projekts. Und dadurch wird die Familie zu einem strategischen Punkt in der Bewertung und Strukturierung der gesellschaftlichen Beziehungen.

DRISS AJBALI

Die Gewalt in den Städten : Von der Mystik der Expertise oder dem Fetischismus des Terrains

Der Artikel ist ein Versuch, das Phänomen der städtischen Gewalt in Strasbourg zu analysieren. Es handelt sich dabei um ein ständiges Hin und Her zwischen soziologischer Sicht und genauer Kenntnis des für Gewalt anfälligen Terrains. Es wird sowohl die Frage der Auto-brände wie auch die Frage der Ausschreitungen angeschnitten, wobei besonders genau auf die beiden Höhepunkte der städtischen Gewalt in Strasbourg eingegangen wird, d.h. auf das Jahr 1995 und die Sylvesternacht 1997. Schließlich wird versucht, eine Reihe von Lehren aus den jüngsten Geschehnissen zu ziehen, die sich in der Stadt Strasbourg ereignet haben.

JACQUELINE IGRSHEIM

JUAN MATAS

Umfrage über die Gewalt in der Schule (Sekundarstufe 1): Verstehen, um zu handeln.

Im Rahmen einer Umfrage bei Personal und Schülern von Schulen der Sekundarstufe 1 im Großraum Strasbourg haben wir versucht, die Wirklichkeit und die Vorstellungen von Gewalt im Schulbereich besser einzukreisen. Auf einem Gebiet, das häufig mit vereinfachenden Bildern übersättigt ist, schlagen wir Überlegungen zu einem wirksameren Handeln gegenüber diesen nicht zu verharmlosenen Phänomenen vor, ohne jedoch gleich Alarm schlagen zu wollen.

MICHEL KOEBEL

Dir Jugendrate, ein Mittel zur politischen Aufwertung

Die Jugendräte werden hier in einer politischen Perspektive gesehen. Sie sind ein besonders begehrtes strategisches Mit-

tel, denn die Art ihrer Beschaffenheit ermöglicht es den Politiken, ihr politisches Engagement abzustreiten. Sie können als Zeichen einer Legitimitätskrise innerhalb des politischen Raums angesehen werden und auch als Mittel zur Aufwertung des lokalpolitischen Engagements.

JACQUES MEYZAUD

Die Stadt und ihre Kehrseite

Unsere Städte «brennen». Gewisse Gesellschaftsschichten befällt das Gefühl der Verbannung. Wird es aus der Perzeption der Formen genährt, die den gebauten Rahmen bilden ? Wie steht es mit der Topographie eines Raumes und seiner Symbolik ? Wie mit dem Platz des Individuums auf dem gesellschaftlichen Spielfeld ? und wie mit den Beziehungen dieser Komponenten untereinander?

Wenn auch die Form nicht ganz ohne Einfluss auf die Lebensqualität ist, so ist der Architekt für die gesellschaftlichen Probleme weder verantwortlich, noch in der Lage sie zu lösen, besonders wenn es um sozialen Bruch, Schaffung von Ghettos oder Ballung von gefährdeten Bevölkerungsschichten geht.

Es gibt ein absolutes Primat des Wirtschaftlichen und Sozialen. Der Architekt ist kein Demiurg.

Er baut nicht, noch zerstört er die Stadt, die ohne einen politischen Willen nicht existieren könnte.

STEPHANE JONAS

Mühlhausen, eine Industriestadt :

Auf dem Weg zu neuen Formen von Bürgerlichkeit und Urbanität

Mühlhausen, ein kleiner calvinistischer Stadtstaat, der mit den Schweizer Kantonen verbunden war, wurde 1798 französisch. Der Stadtrat und die SIM feiern zur Zeit den 200. Jahrestag jenes Ereignisses.

Dieser Artikel erörtert die zwei ersten Jahrzehnte, während denen sich der politische Stadtraum, der zweite industrielle 'take off' und die Änderungen im Stadtraum bildeten und entwickelten.

MARIE-NOËLE DENIS Eine Stadt auf dem Lande. Sozialität und Urbanität in der Gartensied- lung Stockfeld

1910 beginnt man in 8 km Entfernung von Straßburg mit dem Bau der Gartensiedlung Stockfeld, wohin eine arme Arbeiterbevölkerung wegen der Bauarbeiten der «Grande Percée» (des Großen Durchbruchs in der Straße des 22. November) umgesiedelt werden soll. Wie wird sich diese durch und durch städtische Bevölkerung mit einem prekären sozio-ökonomischen Gleichgewicht der neuen Lebensweise anpassen, die ihr von den deutschen Theoretikern des Städtebaus, den Erben Howards, auferlegt wird?

In der neo-ruralen Umgebung hat sich die gesellschaftliche Zusammensetzung der zwar gealterten Bevölkerung seit ihren Anfängen wenig geändert. Nach und nach ergreift sie Besitz von den Häusern und Gärten, ohne jedoch dem Vorschlag des kooperativen Systems zuzustimmen. 1960 wird die «Mietervereinigung» ins Leben gerufen, sie bedeutet das Höchstmaß an Engagement auf diesem Gebiet, in einem klassischen juristischen Rahmen.

FRANCIS WEIDMAN Gesundheit und Hygiene im 19. Jahrhundert

Die Arbeiterwohnviertel im allgemeinen und die Arbeitersiedlung von Mulhouse im besonderen gaben im 19. Jahrhundert Anlass zu einer Doktorarbeit in Medizin. Es scheint nicht uninteressant, die Gründe zu untersuchen, die Dr. A. B. Bertelé dazu gebracht haben, dieses Thema zu wählen. Neben den aufkommenden Theorien der Hygieniker und der sozialen Kontrolle zeigt er andere Besorgnisse auf, die mit dem Arztberuf und seiner Entwicklung einhergehen. Bertelé ist sich der umwälzenden Veränderungen im Städtebau, der Schwierigkeiten bei der Ausübung des Arztberufes und des durch die industrielle Revolution entstandenen

Elends bewusst und kann von daher als Vorläufer des öffentlichen Gesundheitswesens und der in der Medizin angewandten Soziologie angesehen werden.

LAURENT BONNORD Der Peugeot-Archipel: Erinnerung und Staatsbür- gerschaft in gefährdeten Stadtvierteln

Schon seit vielen Jahren werfen die Stadtviertel mit großen Wohnblocks und Arbeiterwohnungen Fragen auf. Diese volkstümlichen Wohnviertel am Rande der Stadt, aber mitten im Herzen der Gesellschaft, gehen immer auf eine Geschichte zurück, die stark von einer lokalen und territorialen Kultur geprägt ist. Noch heute finden wir bewusste oder unbewusste Spuren davon, nicht nur im Gedächtnis der Einzelnen, sondern auch im Kollektivgedächtnis der Bewohner.

Die Untersuchung basiert auf den Wohn- und Arbeitsbedingungen der bei Peugeot arbeitenden Familien, die in den weitläufigen Stadtrandgebieten des «Peugeot-Archipels» - wie wir es nennen wollen - leben. Unser Text soll aufzeigen, dass neue Formen von Urbanität und ertaunliche Transfers von Viertel- und Nachbarschaftssozialität auf neue Formen von Verwandtschaftssozialität entstehen, die in diesem besonderen geographischen, sozialen und kulturellen Umfeld nicht ohne Folgen auf die Entwicklung der Vorstellungen von Staatsbürgerschaft bleiben.

MYRIAM KLINGER Ungewohntes und gewohntes Sankt Petersburg

Eine vom Gefühl gelenkte Betrachtung der Stadt leitet den Reisenden. Die Einheit Sankt Petersburgs zeichnet sich ab in einer Anhäufung von Paradoxen, die sich auf Spaziergängen und bei Begegnungen als Verletzbarkeit wahrnehmen lassen.

An die so unbeständigen Schatten und

die so wechselhaften Horizonte dieser Stadt heftet sich dennoch ein gewisses vertrauenerweckendes Meditieren auf der Suche nach einem weniger geschäftigen Lebensstil.

ANNY BLOCH Reisenotizen

Es gibt Entdeckungen, die Ähnlichkeit haben mit Spaziergängen, kaum erkennbaren Wegen, kurzem Durchqueren unbekannter Räume.

Die *Reisenotizen* erlauben eine besondere, skizzenhafte Schreibweise, die des Wanderers, der einen Blick, eine Szene, Stimmen, eine Linie am Horizont Wirklichkeit werden lässt. Leichte Spuren werden eingeschrieben, Abdrücke, Gegenstände, Resonanz der Orte... nicht aufeinander abgestimmte Zeichen.

Keine Mythen, keine Embleme, nur ein Augenmerk, das zwischen Erwartung, Begegnung, Bewegtsein hin- und herschweift, und schon Erinnerung für die nächsten Metaphern ist.

FREDDY RAPHAËL, G HERBERICH-MARX N. Elias : Exilerfahrungen und Entstehung einer Soziologie, 2. Teil

Auf dem Gebiet der Sozialwissenschaften sind der Aufbau einer Studie und der Blickwinkel, unter dem man das Thema betrachtet, von Subjektivität und manchmal einer schlimmen Erfahrung gekennzeichnet. Diese Erfahrung ist umso bedeutender für den Soziologen, dessen Leben nicht «wie ein ruhiger Fluss» verlief. Das Exil, das Norbert Elias durch die Machtergreifung der Nazis auferlegt wurde, zerbrach in brutaler Weise seine bis dahin geschützte Existenz.

Wir sind uns der Dynamik seines Gedächtnisses wohl bewusst, ebenso wie der Tatsache, dass Elias gegen Ende seines Lebens versucht hat, seine Vergangenheit neu zu gestalten. Wir möchten den nachhaltigen Einfluss erfassen, den ein turbulentes Leben auf sein Gesamtwerk ausgeübt hat.

SEBASTIEN SCHEHR Die Neuverzauberung der Welt ? Soziologie der Komplexität und Theorie des Chaos

In dem Artikel geht es darum, die bedeutenden Übereinstimmungen zwischen den Theorien des Chaos und der Soziologie der Komplexität hervorzuheben.

Nach der Darstellung der Hauptentdeckungen und epistemologischen Folgen der Theorie des Chaos soll gezeigt werden, dass der auf Reduktion aufbauende Ansatz, die Negation der Zeit, die Kausalitätstheorie und die Versachlichung - von Seiten der Wissenschaft, wie der Soziologie - nicht mehr haltbar sind.

KARINE CHALAND Familie und Individuum bei Platon und Aristoteles

Die Familie ist mindestens seit der griechischen antiken Philosophie ein Thema, das Interesse hervorruft. Sie schiebt sich als sekundärer Gegenstand in die klassischen Themen des griechischen Denkens ein. Die Erwägungen von Platon und Aristoteles fügen sich in den Rahmen einer weitreichenden Überlegung der politischen Organisation und des Individuums im Staat.

ROLAND PFEFFERKORN Das deutschsprachige Moselgebiet : linguistische Widersprüche

Der Artikel beschreibt, ausgehend vom Moselgebiet, die Beziehungen zwischen geschriebener und gesprochener Sprache, zwischen überwiegender und unterlegener Sprache und diesen untereinander vermischten Beziehungen. Er betont vor allem den äußerst widersprüchlichen Charakter des Sprachwechsels, der, selbst wenn er auferlegt wird, nicht nur negativ ist. Umso weniger auch, als der Sprachwechsel den Übergang von einer gesprochenen Sprache (dem Platt, Plattdaitsch oder Daitsch) zu einer geschriebenen Sprache (dem Französischen) bedeutet. Das Positive des Schriftlichen (bis jetzt sowohl in der französischen wie in der deutschen Sprache) - als Zugang zum Allgemeinverständlichen - wird besonders durch eine Variante der alten Diskussion über die Beziehungen zwischen Allgemein- und Lokalverständlichem hervorgehoben.

PASCAL HINTERMEYER
Signification of the City

The author analyses the significations of the City in the western tradition, by choosing examples in the texts of Antiquity, of christianity and of modern thought. He brings out the political, ethical and imaginary dimensions of the city and accentuates some of its major characteristics: the wish to live together, the intertwining of differences, the pursuit of balance.

He points out that along with its historical decline, the notion of city has become pregnant with nostalgic or ideal tonalities which encourage criticism and self-criticism. Thus, the city has been prepared to call into question the conditions of urban life and to be concerned with the meaning of the relationships developing therein.

DAVID LE BRETON
The urban loiterer seen from the point of view of the body

The paper deals with a loitering walk across the city from the point of view of the body.

A quiet urban walk mustering the realm of senses varying with the locations, the seasons, the mood of the loiterer.

It is less an urban sociology than an anthropology of the body and of the senses without any restraint.

LILYANE DEROCHE-GURCEL
City Life and Melancholia

This article aims at selecting the factors which are apt to create an atmosphere of melancholia in the big cities. Today clinical psychology has established two melancholic syndromes: depersonalization and inability to live in a historical context.

KHALID KAJAJ
**«Stadtluft macht frei»
On the city : A Place of Liberty and Personal Fulfillment.**

We shall try to answer the following questions, "inspired" by Weber, Simmel and Sennett.

Does the modern city bring up a new kind of urbanity? Does the "big city" bring up a new form of liberty or is it a source of alienation? Does the modern individual have to turn away from urban citizenship to seek refuge in the intimacy of the private sphere?

FRANCIS RIBEY
To be Pedestrian or not to be a Citizen

How would a Martian describe pedestrians in towns? Would he think they are "walking machines" whose mode of functioning he couldn't understand? Would he realize that by walking, the citizen is laying out his future?

LUC GWIAZDINZKI
New Year's Eve : A Night of Violence in Strasbourg

We have witnessed an outbreak of violence during New Year's Eve. These events were blown up by journalists in the media. Other factors also contribute to this exaltation of urban violence. It is a matter of urgency to react to this rapid deterioration of life in the suburbs, and to debate on the future of our towns and of our society.

NICOLETTA DIASIO-MARZIA KICHELMACHER

The Relations between generations in Ravenna

Ravenna, half-way on an imaginary road from Rimini to Byzantium, is the place of a silent conflict between generations. This conflict has an effect on the type of citizenship, the vision of the future and social leadership. The heroic past

is enhanced, but there is also the sense of a fleeting present. The family still remains a place of assessment and of structuring of social ties

DRISS AJBALI
Urban violence

This article is an attempt to analyze the phenomena of urban violence in Strasbourg. We shall take up two important moments of violence: the year 1995 and New Year's Eve 1997, and try to draw some lessons from these recent events in Strasbourg.

JACQUELINE IGRSHEIM, JUAN MATAS
A survey on violence in secondary schools

We have been conducting a survey on violence in secondary schools in and about Strasbourg. Within the framework of this research-work, we have tried, with the help of teachers and students, to define violence and how it is perceived. Our aim is to think about the ways to react, effectively but without undue alarm, in the face of these events, which are not to be minimized.

MICHEL KOEBEL
Councils of young people, as a means of reasserting political values

Councils of young people are considered from a political viewpoint. They are particularly appreciated for their strategic means, because their very nature allows the politics to deny their political aims. They may be regarded as a sign of crisis of legitimacy in the political field itself and a means of reasserting the values of the local political commitment.

JACQUES MEYZAUD
The City : the Right Side and the Wrong Side

Our cities are «on fire». Does the responsibility lie with the topography and

the symbolism of a place, or with the position of the individual in the social scene?

The aspect of certain places can have an influence on the quality of life. Yet architecture cannot be responsible for the problems of our society and cannot solve them when they are caused by social division and ghettos. The architect is not a demiurge, he neither makes nor unmakes the city, which is governed by politics.

STEPHANE JONAS
Mulhouse : an industrial city, new uses of citizen ship and urbanity

This paper deals with the making of the political space of the town of Mulhouse, its second industrial take off and the changes in its urban space, that occurred during the first two decades after Mulhouse opted for France in 1798. The *Société Industrielle de Mulhouse* and the Town Council are celebrating that 200th Anniversary.

Mulhouse had to that date been a small calvinist state-town allied to the Swiss Countries.

MARIE-NOËLE DENIS
Sociability and Urbanism in the Garden-City of Stockfeld

In 1910, the building of the garden-city of Stockfeld, eight kilometers from Strasbourg, begins. This garden-city is meant to provide housing for a poor working-class population, driven away from the city-center by important street works. How will this urban population with a shaky socio-economical balance adapt to a new way of life imposed upon them by German theoreticians of urbanism, the inheritors of Howard?

FRANCIS WEIDMAN
Health and Hygien in the Nineteenth Century

Workers' housing estates, in Mulhouse in particular, formed, in the nineteenth century, the subject of medical thesis. Why did Doctor A. B. Bertelé choose this subject? He was aware of the great changes in urban environment, of an

increasing poverty due to the industrial revolution and of the difficulty of practicing medicine. Doctor Bertelé was a forerunner in the field of public health and medical sociology.

LAURENT BONNORD
The «Peugeot Archipelago»

Workers' housing estates and high density housing estates have always had their own history, their own culture. Our aim is to study the life and working conditions of the families living in vast suburban areas to which we have given the following name: «The Peugeot Archipelago», because they all work for Peugeot.

MYRIAM KLINGER
Saint Petersburg, both strange and familiar

The traveller is guided by a sensitive approach to Saint Petersburg. He discovers an accumulation of paradoxes combining to form a united, yet vulnerable city, in search of a less hectic lifestyle.

ANNY BLOCH
Traveller's notebooks

There are discoveries that are somewhat like leisurely trips, journeys that can hardly be described, brief crossings of yet unknown spaces.

In a traveller's notebook, the author uses an uncommon, uncertain style of writing, that of the *wanderer* who captures the look in someone's eyes, a rapid scene, the sound of some voices, a skyline in the distance.

Light traces appear, fleeting impressions, objects, the echo of one place or another... disconnected signals.

No myths, no emblems, just the attentive eye hovering between expectations, encounters, emotions, already becoming memories for future metaphors.

**FREDDY RAPHAËL,
GENEVIÈVE HERBERICH**

Norbert Elias : The Experience of Exile and the Birth of Sociology (Second Part)

In the field of social science, the construction of the subject one aims to study, as well as the angle one takes up, bear the mark of subjectivity and sometimes of a lifetime's experience. This experience is all the more significant for the sociologist whose course of life was not like "a tranquil stream".

The exile forced upon Norbert Elias by the political takeover of the Nazis caused a sudden break in his up to then sheltered existence.

We are well aware of the effect the dynamics of remembering and of the fact that Elias tried, towards the end of his life, to reconstruct his past.

We intend to understand the long-standing influence exerted by a somewhat chaotic lifecourse over his entire works.

SÉBASTIEN SCHEHR

Sociology of complexity and the Theory of Chaos

Main discoveries and epistemological consequences of the theory of chaos and the demonstration that a number of positions no longer hold up, in the field of science and of sociology.

KARINE CHALAND

Family and the individual by Platon and Aristote

Interest in family dates back at least to ancient Greek philosophy.

Although initially it was not a primary concern, the family did ultimately become a part of the Greek classical themes.

Plato and Aristotle's ideas about the relationship between man and woman must be considered in a larger context, namely the political organization and the position of the individual in the City.

ROLAND PFEFFERKORN

German-speaking Moselle : linguistic contradictions

The aim of this article is to point out the connection between the written language and the spoken language, between the predominant language and the dominated one.

The fact that the change of language has been imposed on is not entirely negative. It entails the passage from a spoken language (platt, plattdäitsch or däitsch) to a written language (French) and underlines the importance of a written language (French or German) as an access to universality.